

## [Text]

**The Chairman:** If I might interject, I would correct you by saying that the government's figure is 1.25 per cent. You have given the figure of 2.25 when it is really 1.25.

**Mr. Crook:** This is the CLC's figure, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Perhaps that was based on the 9 per cent rate, but the GST is now down to 7 per cent. To be fair to the government, I would point out that the figure is estimated to be 1.25 per cent.

**Mr. Crook:** At the bottom of page five of the brief it is noted that the 2.25 per cent figure was originally developed when the GST was to be set at 9 per cent. However, major trade unions are now predicting a 4 to 5 per cent inflationary impact from a 7 per cent GST.

We agree with the CLC that the problem with the refundable sales tax credit is that all it does is increase the income level at which the full effect of regressive tax commences.

We share the concern expressed by many consumer groups that, given the hidden nature of the GST, many businesses will hide in the tax in the price of their products and services. Further, a hidden tax will give politicians an incentive to spend without evaluating costs. The international experience with the value-added tax demonstrates how easy it is to raise rates when the tax is not visible. I point out that Denmark in 1967 introduced a VAT at 10 per cent. The same tax in 1988 had risen to 22 per cent.

We are concerned that when the old manufacturers' sales tax is dropped, many businesses will not reduce their prices by 13.5 per cent. We fear that businesses will simply pocket the difference.

The impact of the GST on the north's elderly people concerns the UNW, given the poverty level conditions under which many of them live.

In closing, I thank the committee for the opportunity to present the thoughts of the UNW. At the same time, I must stress that governments are elected to represent the people of Canada. A recent survey prepared by Decima Research found that only 14 per cent of Canadians favour the GST—ironically, that is a number very close to the Conservative's currently low popular support. Two-thirds of Canadians are opposed to the tax and the remaining one in five feel neutral about its imposition. The Decima survey showed two things: Canadians do not want the tax and Canadians have not been duped by the massive propaganda efforts of the federal government to convince Canadians that the GST is in their best interests.

If ordinary Canadians do not want the tax, who does? Well, it can only be the same business groups who supported free trade and cuts to the unemployment insurance plan. These fac-

## [Traduction]

**Le président:** Si vous me permettez de vous interrompre, j'aimerais corriger ce que vous venez de dire: le chiffre donné par le gouvernement est 1,25 p. 100. Vous avez parlé de 2,25 p. 100, alors qu'il s'agit en vérité de 1,25 p. 100.

**M. Crook:** Monsieur le président, ce que je viens de citer, c'est le chiffre du Congrès du travail du Canada.

**Le président:** Ce chiffre a peut-être été calculé à partir du taux de 9 p. 100, mais la TPS a, depuis, été ramenée à 7 p. 100. Je tiens à souligner, pour être juste envers le gouvernement, que l'augmentation est évaluée à 1,25 p. 100.

**M. Crook:** Au bas de la page 5 du mémoire, on souligne que ce chiffre de 2,25 p. 100 a été calculé lorsqu'il était prévu que la TPS soit fixée à 9 p. 100. Cependant, les principaux syndicats prévoient maintenant qu'une TPS de 7 p. 100 aura une incidence inflationniste de 4 à 5 p. 100.

Nous croyons, tout comme le Congrès du travail du Canada, que le problème d'un crédit remboursable au titre de la taxe de vente c'est que tout ce qu'il fait c'est augmenter le seuil de revenu à partir duquel intervient la pleine incidence de la taxe régressive.

D'autre part, nous craignons, tout comme de nombreux groupes de consommateurs, qu'étant donné la nature cachée de la TPS, de nombreuses sociétés cherchent à la cacher dans le prix de leurs produits et services. D'autre part, une taxe cachée donnera aux politiciens une incitation à dépenser sans en évaluer les coûts. L'expérience internationale de la taxe à la valeur ajoutée montre à quel point il est facile d'augmenter les taux lorsque la taxe n'est pas visible. Je citerais à titre d'exemple le Danemark, où la TVA était de 10 p. 100 lors de son adoption en 1967 et où elle atteignait 22 p. 100 en 1988.

Lorsque la taxe sur les ventes des fabricants sera supprimée, il n'est pas certain que la plupart des entreprises réduiront leurs prix de 13,5 p. 100. Nous craignons qu'elles se contentent d'empocher la différence.

L'incidence de la TPS sur les personnes âgées vivant dans le Nord préoccupe beaucoup l'Union of Northern Workers, étant donné les conditions de pauvreté dans lesquelles nombre d'entre elles vivent déjà.

J'aimerais, en conclusion, remercier le Comité de m'avoir donné la possibilité de lui exposer le point de vue de l'Union of Northern Workers. Je tiens en même temps à souligner que les gouvernements sont élus pour représenter le peuple. Un récent sondage mené par Decima Research a fait ressortir que seuls 14 p. 100 des Canadiens sont favorables à la TPS. Ironiquement, ce chiffre est très proche de celui qui correspond à l'appui dont jouit le parti conservateur à l'heure actuelle. Les deux tiers des Canadiens s'opposent à la taxe et, pour ce qui est du tiers restant, un Canadien sur cinq n'a pas d'opinion. Le sondage de Decima fait ressortir deux choses: les Canadiens ne veulent pas de la taxe et les Canadiens n'ont pas été trompés par l'énorme propagande qui a été faite par le gouvernement fédéral pour les convaincre que la TPS est dans leur meilleur intérêt.

Si les simples citoyens ne veulent pas de la taxe, qui donc la veut? Eh bien, cela ne peut être que les mêmes groupes d'entrepreneurs qui ont appuyé le libre-échange et les réduc-